

CONV 400/02

NOTE

Objet: **Rapport de synthèse relatif à la session plénière**
- Bruxelles, les 7 et 8 novembre 2002 ¹

I. OUVERTURE DE LA SESSION

1. La coordination des politiques économiques

- a) débat sur le rapport du Groupe VI présidé par M. Hänsch
(doc. CONV 357/02)

En introduisant le débat, le président a félicité M. Hänsch ainsi que tous les membres du groupe pour le rapport qu'ils soumettent à la Convention. Le président a rappelé que le mandat du groupe de travail sur la gouvernance économique n'était pas une entreprise facile dès lors que, lorsque l'on parle de la gouvernance économique, l'on touche très rapidement au contenu même des politiques. Il a indiqué que, même si le groupe de travail était parvenu à dégager des conclusions sur de nombreux points, le rapport posait encore beaucoup de questions dont la Convention devrait débattre.

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve sur le site web à l'adresse suivante:
<http://european-convention.eu.int>

Le président a rappelé l'objet du débat, à savoir non pas débattre de l'orientation de la politique économique que d'aucuns voudraient voir se développer au sein de l'Union, mais définir un cadre institutionnel qui permette à l'Union de mener efficacement une politique sans préjuger de son orientation.

i) le rapport du groupe de travail

M. Hänsch a présenté les conclusions du rapport du groupe de travail comme suit:

Un large consensus s'est dégagé en faveur du maintien de la répartition des compétences entre l'Union et les États membres en matière de politique économique et de politique monétaire, la compétence pour la politique monétaire au sein de la zone euro étant attribuée à l'Union et gérée par le biais de la Banque centrale et la compétence en matière de politique économique restant entre les mains des États membres.

En ce qui concerne la politique monétaire, un large consensus s'est dégagé en faveur du maintien de l'indépendance de la Banque centrale par rapport aux influences politiques et du maintien de sa structure actuelle ainsi que de son mandat, sa tâche prioritaire restant la stabilité des prix. Certains membres se sont cependant exprimés en faveur de plus de transparence de la part de la Banque centrale et ont souhaité que son mandat soit étendu à la croissance et à l'emploi.

Quant à la question de savoir comment améliorer la coordination des politiques économiques, sociales, fiscale et de l'emploi, M. Hänsch a rappelé les quatre instruments existants: les grandes orientations de politique économique (GOPE), le pacte de stabilité et de croissance, la méthode ouverte de coordination et l'harmonisation fiscale.

Un accord clair s'est dégagé entre les membres du groupe en faveur d'un renforcement et d'une amélioration de la coordination. Cependant, il n'y pas eu consensus quant au rôle que devrait assumer la Commission dans le cadre du renforcement de cette coordination. Le domaine de la fiscalité était particulièrement sensible. Bien qu'une majorité de membres auraient souhaité que le Conseil légifère à la majorité qualifiée dans le cadre de la procédure de codécision en ce qui concerne la fiscalité indirecte, l'imposition des sociétés, la fiscalité de l'énergie et de l'environnement, d'autres membres se sont opposés à tout recours à la majorité qualifiée dans ce domaine.

Le groupe de travail a considéré que l'Eurogroupe était un instrument très important comme enceinte informelle de discussion entre États membres de la zone euro a souhaité le maintien de ce caractère informel. En ce qui concerne les décisions formelles relatives à la zone euro, un bon nombre de membres du groupe a estimé qu'elles devraient être prises par le Conseil ECOFIN réunissant uniquement les États membres de la zone euro.

Le groupe de travail s'est exprimé pour dire que l'efficacité de la représentation extérieure de l'euro dans les enceintes internationales devait être améliorée. Une partie du groupe de travail fut d'avis que le président de l'Eurogroupe devait continuer à l'assumer et d'autres ont souhaité qu'une clause d'habilitation dans le traité confère ce rôle à la Commission, à l'instar de ce qui se fait dans le domaine de la politique commerciale.

Les propositions de nouvelle rédaction des articles 2, 3 et 4 du TCE et de l'article 2 du TUE ont été très controversées. Différentes conceptions politiques se sont opposées. Certains ont préconisé qu'il y soit fait référence au plein emploi, à la cohésion sociale et territoriale et à l'économie sociale de marché. D'autres ont insisté sur la croissance durable et la compétitivité. M. Hänsch a souhaité un débat en session plénière sur ce point, qui dépasse le champ de compétence du groupe de travail.

ii) débat en plénière/conclusions

Au cours du débat général qui s'en est suivi, le consensus au sein du groupe de travail a été confirmé quant au maintien de la répartition actuelle des compétences entre l'Union et les États membres en matière de politique économique et de politique monétaire, à savoir que:

- la compétence pour la politique monétaire au sein de la zone euro est attribuée à l'Union;
- la compétence relative à la politique économique reste entre les mains des États membres.

De même, il y a eu consensus sur la nécessité d'inclure les objectifs économiques et sociaux dans le nouveau traité constitutionnel. Le président a indiqué que, le moment venu, le Praesidium étudierait, à la lumière du débat, les formulations possibles pour définir des objectifs qui prennent en compte les aspects tant économiques que sociaux; le Praesidium présenterait à la plénière, en janvier ou février, ses idées sur le contenu des articles sur les valeurs et les objectifs de l'Union, qui seront destinés à trouver leur place dans les premiers titres du traité constitutionnel.

Beaucoup ont plaidé en faveur d'une meilleure coordination des politiques économiques nationales. Ce qui signifie pour certains de donner un rôle accru à la Commission.

Un consensus a pu être réuni pour que la Commission puisse adresser un premier avertissement sur la mise en œuvre des grandes orientations de politique économique (GOPE) directement à l'État membre concerné. Plusieurs ont également soutenu la suggestion que le Conseil prenne ses décisions sur la base d'une proposition de la Commission en excluant du vote l'État membre concerné.

Quant au Pacte de stabilité, le sentiment a dominé qu'il devait être maintenu mais qu'il constituait un "instrument politique" qui ne devrait pas figurer dans le traité. Le président a cependant rappelé son caractère essentiel en matière de stabilité budgétaire et de coordination des politiques économiques.

Sur la procédure relative aux déficits excessifs, de nombreux conventionnels ont souhaité que la Commission puisse adresser un premier avertissement à l'État membre concerné par un déficit excessif. Pour ce qui est des phases ultérieures, plusieurs conventionnels ont soutenu l'idée de voir le Conseil prendre ses décisions à la majorité qualifiée sur la base d'une proposition de la Commission, continuant à exclure l'État membre concerné. Néanmoins, certains se sont exprimés contre cette idée: il fallait que le Praesidium continue à réfléchir.

Quant à la fiscalité, personne n'a remis en question les compétences fiscales prévues par les articles 93, 94 et 175 du traité. Quant aux procédures elles-mêmes, un nombre important de conventionnels a souhaité des changements de procédure permettant de progresser dans le domaine de la politique fiscale avec l'objectif de garantir le bon fonctionnement du marché unique, en inscrivant dans le traité constitutionnel une liste de mesures auxquelles serait appliqué le vote à la majorité qualifiée au Conseil.

Par contre, les conventionnels qui veulent un maintien de l'unanimité en matière fiscale l'ont répété d'une voix forte. Le président en a conclu que cette question devrait faire l'objet d'une proposition ultérieure à la Convention.

S'agissant de la méthode ouverte de coordination, nombreuses ont été les voix qui se sont élevées en faveur de son inclusion dans le traité, avec des dispositions concernant les rôles du Parlement européen et de la Commission. Le Praesidium réfléchira à la façon d'inclure la méthode ouverte de coordination dans le traité constitutionnel en prenant en compte les préoccupations qui ont été exprimées, et à la lumière du rapport du groupe présidé par M. Amato, qui va donner ses recommandations lors de la prochaine session plénière.

Beaucoup de conventionnels ont souligné les difficultés auxquelles devra faire face l'Eurogroupe après l'élargissement. Il n'y a pas de consensus en faveur d'une formalisation de l'Eurogroupe. Le président a indiqué que le Praesidium y réfléchirait. Pour ce qui est des décisions proprement dites concernant la zone euro, certains ont souhaité qu'elles soient prises par le Conseil ECOFIN ne comprenant que les États de la zone euro, d'autres ont préconisé le recours à la méthode de la coopération renforcée.

Nombreux sont ceux qui ont plaidé en faveur d'un rôle accru pour les partenaires sociaux.

Bien que le groupe de travail n'ait pas proposé de solution concrète à cet égard, une nette orientation s'est dégagée en faveur d'une représentation unique de la zone euro sur le plan international, la difficulté venant de ce qu'un grand nombre d'États membres de l'Union ne feront pas partie, du moins dans le proche avenir, de cette zone. Plusieurs suggestions ont été formulées. Le président a proposé que le groupe de travail VII présidé par le vice-président Dehaene les examine et inclue cette question dans son rapport.

b) débat sur l'Europe sociale
(doc. CONV 300/02 + Cor 2 et doc. CONV 374/02)

Le président a ouvert le débat en rappelant que plusieurs membres de la Convention, appuyés par un certain nombre d'autres membres, avaient demandé qu'un débat consacré aux questions sociales ait lieu en session plénière. Il s'agit d'une question importante qui compte beaucoup pour les citoyens européens. Étant donné que la Convention a pour tâche d'examiner les questions de nature structurelle, le débat devrait être axé sur les modifications pouvant être apportées aux dispositions du traité en vigueur.

Parmi les personnes qui sont intervenues sur cette question, nombreuses sont celles qui ont souligné qu'il importait de la traiter de manière suffisamment approfondie dans le futur traité constitutionnel. Personne ne comprendrait que le traité ne fasse aucunement mention des questions sociales. Le traité devrait prévoir la création d'un marché social européen; le marché unique n'est pas une fin en soi.

Plusieurs intervenants ont indiqué certains des éléments spécifiques qui devraient être mentionnés dans le traité, notamment les droits sociaux fondamentaux, la protection sociale, le plein emploi, l'égalité entre les sexes et la nécessité de protéger les services d'intérêt général.

Divers orateurs ont préconisé la mise en place des instruments appropriés nécessaires à la réalisation des objectifs sociaux de l'Union, ce qui, pour certains de ces intervenants, supposait que les compétences existantes de l'Union dans le domaine social soient étendues. D'après eux,

il importe que, par exemple, une approche ambitieuse en matière d'emploi soit étayée par des dispositions permettant d'adopter une législation pertinente dans ce domaine. Il a également été souligné qu'il fallait disposer des instruments appropriés pour encourager la coordination des domaines de la politique sociale dont les États membres restent responsables. Certains intervenants ont considéré que cela impliquait d'introduire la méthode ouverte de coordination dans le traité. Plusieurs étaient d'avis que le traité devrait consacrer le principe d'une application plus large de la politique sociale en insérant une clause horizontale. L'idée que le vote à la majorité qualifiée devrait être la règle pour toutes les décisions relevant du domaine social a également été émise.

Plusieurs orateurs ont souligné qu'il importait de confier un rôle approprié aux partenaires sociaux et que le nouveau traité devrait mieux refléter cet aspect. Certains ont également mentionné l'utilité de consultations plus larges avec la société civile.

La plupart des orateurs ont demandé la création d'un groupe de travail de la Convention chargé des questions sociales.

Un intervenant a estimé qu'il n'était pas possible de créer un modèle social européen unique. Selon lui, la politique sociale est avant tout du ressort des différents États membres et elle devrait le demeurer; le domaine de compétences en la matière ne devrait donc pas être élargi.

Le président a déclaré pour conclure que l'idée que l'Europe devrait être plus qu'un simple marché unique est bien présente et qu'elle devrait apparaître non seulement dans les objectifs globaux de l'Union, mais également dans ses politiques. Il apparaît néanmoins clairement que l'UE doit aussi demeurer compétitive par rapport au reste du monde. Ces deux points ont été soulevés au sein du groupe de travail sur la gouvernance économique et devraient figurer dans le traité constitutionnel.

En ce qui concerne la question des compétences, les points de vue divergeaient, mais un certain nombre de participants ont demandé que les compétences existantes soient étendues; l'insertion de clauses horizontales renvoyant à d'autres domaines d'action a même été proposée. L'idée de garantir un rôle approprié aux partenaires sociaux a été largement approuvée.

Le président a noté que la création d'un groupe de travail sur "l'Europe sociale" recueillait un soutien considérable. Ce groupe serait créé en suivant les procédures habituelles, et son mandat sera élaboré en tenant compte des résultats du débat en session plénière.

2. Présentation par M. Amato de l'avancement des travaux du Groupe IX "Simplification des instruments et des procédures"

3. Présentation par M. Bruton de l'avancement des travaux du Groupe X "Sécurité et justice"

Les membres de la Convention ont entendu des exposés sur les travaux de chacun de ces groupes, qui présenteront leurs rapports lors de la prochaine session (les 5 et 6 décembre).

Vendredi 8 novembre

4. Poursuite du débat préliminaire sur l'avant-projet de traité constitutionnel
(doc. CONV 369/02)

Le consensus qui avait émergé lors de la session précédente en ce qui concerne le caractère constitutionnel du traité ainsi que sa structure a été confirmé par l'ensemble des interventions.

Des commentaires plus spécifiques ont également été faits:

- certains conventionnels ont souligné que l'objectif de la Convention devrait être d'élaborer l'ensemble du traité, y compris la deuxième partie, et de transmettre donc à la CIG un produit complet;
- l'Union devrait être définie non seulement comme union d'États, mais également comme union des citoyens;

- le souhait de clarifier rapidement l'architecture institutionnelle a été souligné par plusieurs; l'ensemble du triangle institutionnel devrait être renforcé; pour certains, de nouveaux arrangements pour l'élection du président de la Commission pourraient faciliter un accord sur un président élu du Conseil européen;
- s'agissant du Congrès des peuples d'Europe, l'idée a été avancée de ne pas le prévoir parmi les "institutions", ce qui lui confère un caractère qui n'est pas souhaité, mais de l'insérer dans une autre partie du traité, comme un forum destiné à accroître la participation démocratique à la vie européenne;
- d'autres suggestions ont été faites:
 - insérer les dispositions concernant la concurrence dans le titre "marché intérieur";
 - mentionner explicitement le rôle des régions;
 - insérer le dialogue social dans la première partie du traité;
 - souligner l'exigence de transparence;
 - renforcer les dispositions concernant la bonne administration;
- quelques conventionnels ont exprimé leurs réticences à l'égard d'un titre spécifique "défense".

En conclusion, le président a observé que le projet d'architecture, d'articulation du traité avait reçu un accueil favorable et que les autres questions soulevées concernant le contenu ou la place de telle ou telle disposition devraient être réexaminées lors de la discussion des textes que le Praesidium présenterait à la Convention à partir du début 2003, élaborés à la lumière des débats en plénière.

5. Les compétences complémentaires

- débat sur le rapport du Groupe V présidé par M. Christophersen
(doc. CONV 375/02)

Avant de procéder à sa présentation des conclusions du groupe de travail V (CONV 375/02), M. Christophersen a voulu apporter quelques éclaircissements à propos de certains commentaires qui lui avaient été adressés. Il a notamment indiqué que l'objectif premier du groupe était de clarifier les responsabilités respectives des États membres et de l'Union et qu'à aucun moment le groupe n'avait envisagé une renationalisation quelconque des politiques communautaires. Il n'a pas voulu non plus mettre en question les pouvoirs législatifs du Parlement européen. La nouvelle dénomination proposée par le groupe "mesures d'appui" ne préjugait pas non plus de l'importance des domaines politiques concernés.

i) le rapport du groupe de travail

Dans son intervention, M. Christophersen a insisté sur les éléments suivants du rapport:

- Une des recommandations fondamentales du groupe était d'insérer dans la première partie du traité un titre distinct et unique consacré aux compétences. Ce titre devrait inclure une description succincte des compétences (question qui avait soulevé quelques réserves au sein du groupe), la définition des types de compétences ainsi que les principes applicables à l'exercice des compétences de l'Union.
- En ce qui concerne la définition des compétences complémentaires mêmes, en concluant que "aucun acte législatif de l'Union (règlements et directives) ne peut être adopté au titre des mesures d'appui", le groupe n'entendait pas anticiper une définition de ce qui doit relever du "législatif" dans l'Union, tâche qui relève de la compétence du groupe de travail présidé par M. Amato, ni mettre en question la participation du Parlement européen, à travers la procédure de codécision, à la prise de décision dans les domaines considérés.

Le groupe voulait indiquer, en utilisant la terminologie du traité actuel, que les mesures d'appui couvrent des domaines où les États membres n'ont pas transféré leur compétence législative à l'Union et que, par conséquent, l'Union ne peut adopter dans ces domaines que des mesures pour compléter ou soutenir l'action des États, mesures qui ne peuvent en aucun cas harmoniser, remplacer, modifier ou en définitive affecter sous aucune forme la législation des États membres.

- Le groupe a énuméré les principes qui devraient régir l'exercice des compétences de l'Union. M. Christophersen a insisté sur l'équilibre présent dans cette énumération. Il s'agit des principes d'attribution des compétences, de subsidiarité, de proportionnalité, de primauté du droit communautaire, de mise en œuvre au niveau national, de solidarité et d'intérêt commun ainsi que de respect de l'identité nationale.
- La formulation proposée par le groupe du principe d'attribution des compétences (en indiquant que les compétences qui n'ont pas fait l'objet d'un transfert à l'Union restent des compétences des États membres) et du principe de respect de l'identité nationale (qui inclut une liste d'exemples) ne visait pas à modifier la portée de ces principes, mais uniquement à les rendre plus clairs pour les citoyens.
- En ce qui concerne les interférences entre les compétences fonctionnelles (par exemple, le marché intérieur) et les compétences dans des domaines spécifiques, en particulier ceux couverts par les mesures d'appui, le groupe a proposé d'inscrire dans le traité les principes consacrés par la jurisprudence. Le "centre de gravité" (compris comme "objectifs principaux, contenu et effet recherché") d'une certaine proposition doit guider le choix de la base juridique dans le traité.
- L'article 308 doit être maintenu en tant que "clause de sauvegarde". M. Christophersen a mis en évidence que les mécanismes pour rendre le recours à cette clause plus difficile sont contrebalancés par la proposition de créer des nouvelles bases juridiques spécifiques dans les domaines qui ont fait l'objet d'un recours systématique à l'article 308 et par la proposition de l'étendre au-delà du marché intérieur à tous les objectifs de l'Union.

ii) débat/conclusions

Au cours du débat qui a suivi, un grand nombre de conventionnels n'a pas partagé l'approche retenue dans le rapport du groupe.

La nouvelle dénomination proposée "mesures d'appui " a été jugée confuse par beaucoup d'orateurs, dans la mesure où elle ne montre pas qu'il s'agit de "domaines" dans lesquels l'Union est habilitée à agir.

La proposition du groupe de travail de reformuler l'expression "une Union sans cesse plus étroite" (article 1^{er} du TUE) pour ne pas donner l'impression que le transfert futur de compétences est en soi une finalité de l'Union, a suscité l'opposition de plusieurs conventionnels. Certains ont observé que le problème surgissait à cause d'une mauvaise interprétation, car cet article se réfère à l'union entre les peuples et n'a donc pas de conséquences sur les compétences. Dans sa réponse, M. Christophersen a souligné qu'il ne fallait pas voir dans cette recommandation une tentative de limiter la portée politique dudit article. Au contraire, bien qu'il n'ait pu se mettre d'accord sur une rédaction alternative, le groupe a examiné des options de formulation qui, toutes, exprimaient le même engagement en faveur de l'union des peuples européens. Il a rappelé que des modifications à cet article ont été également suggérées par les groupes politiques européens dans leurs positions pour la Convention.

Aucun intervenant n'a mis en question la recommandation de prévoir dans le nouveau traité constitutionnel un titre distinct couvrant toutes les questions relatives aux compétences, y inclus la définition des catégories de compétences ainsi que les principes applicables à l'exercice des compétences de l'Union.

De nombreux conventionnels ont en revanche exprimé leur désaccord avec l'idée d'insérer dans le traité constitutionnel une "délimitation fondamentale des compétences de l'Union", considérant qu'il s'agissait d'une tentative de remise à l'ordre du jour du catalogue de compétences, ce qui avait déjà été écarté par la Convention.

Une large majorité s'est opposée à l'interdiction, proposée par le groupe, d'utiliser des instruments législatifs dans le cadre des compétences complémentaires. Cette interdiction pourrait d'emblée, selon certains orateurs, mettre en question les pouvoirs législatifs du Parlement européen au titre de la codécision dans les domaines considérés. Pour un bon nombre de conventionnels, il fallait écarter l'idée d'établir un lien entre type de compétences et instruments. Aucun intervenant n'a toutefois contesté que l'interdiction d'harmoniser les législations nationales était un élément qui caractérisait presque tous les domaines considérés.

L'inclusion de domaines tels que la politique sociale ou la recherche dans la liste des domaines identifiés dans le rapport comme étant des compétences complémentaires a rencontré l'objection de nombreux conventionnels.

La clause de respect de l'identité nationale a également fait l'objet de réserves d'un grand nombre d'intervenants. Plusieurs orateurs ont considéré qu'il s'agissait d'une tentative de réintroduire l'idée d'une liste des compétences des États membres, idée déjà clairement écartée par la Convention, et ont marqué leur préférence pour la rédaction, plus générale, de l'article 6, paragraphe 3, du TUE. M. Christophersen a rappelé que le groupe avait inséré dans la version finale du rapport les mots "entre autres" précédant la liste des exemples, pour souligner clairement son caractère indicatif et non exhaustif. L'intention du groupe était de clarifier le principe, en excluant toute velléité de pouvoir considérer la liste d'exemples comme un catalogue des compétences des États.

En ce qui concerne l'article 308, un large consensus s'est dégagé sur le besoin de maintenir une "clause de flexibilité" avec des modalités de prise de décision lourdes, notamment la délibération du Conseil à l'unanimité. En ce qui concerne les mécanismes de sauvegarde de la "clause de flexibilité", les conventionnels se sont montrés plus critiques. Ainsi, la rupture du parallélisme des formes, qui conduit à permettre l'abrogation à la majorité qualifiée d'un acte adopté à l'unanimité, ainsi que le recours préjudiciel ont rencontré l'opposition de beaucoup de conventionnels. Comme M. Christophersen lui-même l'a remarqué, une claire préférence a été exprimée pour l'idée d'un contrôle politique exercé à la fois par le Parlement européen, en exigeant son avis conforme pour la prise de décision, et par les Parlements nationaux, par le biais d'un lien avec le système d'alerte précoce proposé par le Groupe "Subsidiarité".

En clôturant le débat, le président de séance, M. Dehaene, a indiqué que le débat en plénière avait permis de constater qu'une large majorité de conventionnels ne partageaient pas l'approche retenue dans le rapport et que le Praesidium poursuivrait ses réflexions, à la lumière des différents éléments dégagés par ce débat.

6. Heure des questions

Ce point de l'ordre du jour a été supprimé par manque de temps.

II. PROCHAINE SESSION DE LA CONVENTION

Le président a annoncé que la prochaine réunion de la Convention aurait lieu le jeudi 5 décembre, à partir de 15h00, et le vendredi 6 décembre, à partir de 9h30. Elle sera consacrée essentiellement à l'examen des rapports des groupes de travail "Simplification des procédures législatives et des instruments" et "Sécurité et justice".

LA CONVENTION EUROPÉENNE
Session plénière 7 - 8 novembre 2002

LISTE DES ORATEURS
suivant l'ordre des interventions

Jeudi 7 novembre

1. La coordination des politiques économiques

- a) débat sur le rapport du Groupe VI "Gouvernance économique" présidé par
M. Hänsch
(doc. CONV 375/02)**

1. M. Caspar EINEM – Autriche (Parlement)
 2. M. Timothy KIRKHOPE – Parlement européen
 3. M. Evrypidis STYLIANIDIS – Grèce (Parlement)
 4. M. Pierre MOSCOVICI – France (Gouvernement)
 5. M. Elmar BROK – Parlement européen
 6. Mme Danuta HÜBNER – Pologne (Gouvernement)
 7. M. Andrew DUFF – Parlement européen
 8. M. Michel BARNIER – Commission
 9. M. Erwin TEUFEL – Allemagne (Parlement)
 10. M. Pierre LEQUILLER – France (Parlement)
 11. M. Hans Martin BURY – Allemagne (Gouvernement)
 12. M. Gianfranco FINI – Italie (Gouvernement)
 13. M. Josep BORRELL FONTELLES – Espagne (Parlement)
 14. Mme Pervenche BERES – Parlement européen
 15. M. Peter HAIN – Royaume-Uni (Gouvernement)
 16. M. Johannes VOGGENHUBER – Parlement européen
 17. M. Henrik dam KRISTENSEN – Danemark (Parlement)
 18. M. Alfonso DASTIS – Espagne (Gouvernement)
 19. Mme Marie NAGY – Belgique (Parlement)
- (Cartons bleus: FARNLEITNER, FAYOT, d'OLIVEIRA MARTINS)*
20. Mme Lena HJELM-WALLEN – Suède (Gouvernement)
 21. M. Josef ZIELENIEC – Rép. tchèque (Parlement)
 22. M. Giorgos KATIFORIS – Grèce (Gouvernement)

23. M. Valdo SPINI – Italie (Parlement)
24. M. Ernani LOPES – Portugal (Gouvernement)
25. M. William ABITBOL – Parlement européen
26. M. Gijs de VRIES – Pays-Bas (Gouvernement)
27. Mme Sylvia-Yvonne KAUFMANN – Parlement européen
28. M. Adrian SEVERIN – Roumanie (Parlement)
29. M. Hubert HAENEL – France (Parlement)
30. M. Göran LENNMARKER – Suède (Parlement)
31. M. Louis MICHEL – Belgique (Gouvernement)
32. Mme Ayfer YILMAZ – Turquie (Parlement)
33. Mme Hildegard PUWAK – Roumanie (Gouvernement)
34. M. Lamberto DINI – Italie (Parlement)
35. M. Jacques SANTER – Luxembourg (Gouvernement)
36. Mme Linda McAVAN – Parlement européen
37. Mme Cristiana MUSCARDINI – Parlement européen
- (Carton bleu: THORNING-SCHMIDT)*
38. Mme Gisela STUART – Royaume-Uni (Parlement)
39. Mme Piia-Nora KAUPPI – Parlement européen
40. M. Oguz DEMIRALP – Turquie (Gouvernement)
41. M. Dick ROCHE – Irlande (Gouvernement)
42. Mme Riitta Lisa KORHONEN – Finlande (Parlement)
43. M. Emilio GABAGLIO – (Confédération européenne de Syndicats) Observateur
44. M. Roger BRIESCH – (Comité économique et social) Observateur
- (Carton bleu: HEATHCOAT-AMORY)*

Jeudi 7 novembre

1. La coordination des politiques économiques

b) débat sur l'Europe sociale (doc. CONV 300/02 + Cor 2 et doc. CONV 374/02)

1. Mme Anne VAN LANCKER – Parlement européen
2. M. Proinsias DE ROSSA – Irlande (Parlement)
3. M. Vytenis ANDRIUKAITIS – Lituanie (Parlement)
4. M. Ben FAYOT – Luxembourg (Parlement)
5. M. Jürgen MEYER – Allemagne (Parlement)
6. Mme Eduarda AZEVEDO – Portugal (Parlement)
7. M. Paraskevas AVGERINOS – Grèce (Parlement)
8. M. Carlos CARNERO – Parlement européen
9. M. Danny PIETERS – Belgique (Parlement)
10. M. Antonio TAJANI – Parlement européen
11. M. Jan KOHOUT – Rép. tchèque (Gouvernement)
12. M. Frans TIMMERMANS – Pays-Bas (Parlement)
13. M. Per DALGAARD – Danemark (Parlement)

3. Présentation par M. Bruton de l'avancement des travaux du Groupe X "Sécurité et Justice"

(Cartons bleus: STUART, ROCHE, HAENEL)

LA CONVENTION EUROPÉENNE
Session plénière 7 - 8 novembre 2002

LISTE DES ORATEURS (révisée)
suivant l'ordre des interventions

Vendredi 8 novembre

– **Poursuite du débat préliminaire sur l'avant projet d'un traité constitutionnel**

1. M. Sören LEKBERG – Suède (Parlement)
2. M. Antonio TAJANI – Parlement européen
3. M. Henning CHRISTOPHERSEN – Danemark (Gouvernement)
4. M. Pierre LEQUILLER – France (Parlement)
5. M. Joschka FISCHER – Allemagne (Gouvernement)
6. M. Olivier DUHAMEL – Parlement européen
7. M. Alberto COSTA – Portugal (Parlement)
8. M. Kimmo KILJUNEN – Finlande (Parlement)
9. M. Hannes FARNLEITNER – Autriche (Gouvernement)
10. M. Johannes VOGGENHUBER – Parlement européen
11. M. Jürgen MEYER – Allemagne (Parlement)
12. M. Jacob SÖDERMAN – (Médiateur européen) Observateur
13. M. Reinhard RACK – Parlement européen
14. M. Pierre CHEVALIER – Belgique (Gouvernement)
15. Mme Liia HÄNNI – Estonie (Parlement)
16. M. Jos CHABERT – (Comité des régions) Observateur

5. Les compétences complémentaires

Débat sur le rapport du Groupe V présidé par M. Christophersen (doc. CONV 375/02)

1. M. Pierre LEQUILLER – France (Parlement)
2. M. Alfonso DASTIS – Espagne (Gouvernement)
3. M. Lamberto DINI – Italie (Parlement)
4. M. Joschka FISCHER – Allemagne (Gouvernement)
5. M. Erwin TEUFEL – Allemagne (Parlement)
6. M. David HEATHCOAT-AMORY – Royaume-Uni (Parlement)

7. M. Andrew DUFF – Parlement européen
 8. M. Alain LAMASSOURE – Parlement européen
 9. M. Michael FRENDON – Malte (Parlement)
 10. M. Pierre MOSCOVICI – France (Gouvernement)
 11. Mme Helle THORNING-SCHMIDT – Parlement européen
 12. M. Diego LOPEZ GARRIDO – Espagne (Parlement)
 13. M. Gijs de VRIES – Pays-Bas (Gouvernement)
 14. M. Hannes FARNLEITNER Autriche (Gouvernement)
 15. Klaus HÄNSCH – Parlement européen
 16. M. René van der LINDEN – Pays-Bas (Parlement)
 17. M. Michael ATTALIDES – Chypre (Gouvernement)
 18. M. Olivier DUHAMEL – Parlement européen
 19. Mme Pervenche BERES – Parlement européen
 20. M. Pierre CHEVALIER – Belgique (Gouvernement)
 21. M. António VITORINO – Commission
 22. M. Ernani LOPES – Portugal (Gouvernement)
 23. M. Jens-Peter BONDE – Parlement européen
 24. Mme Lena HJELM WALLEN – Suède (Gouvernement)
 25. M. Edmund WITTBRODT – Pologne (Parlement)
 26. Mme. Liia HÄNNI – Estonie (Parlement)
- (Carton bleu: TOMLINSON)*
27. M. Francesco SPERONI – Italie (Gouvernement)
 28. Mme Marie NAGY – Belgique (Parlement)
 29. M. Peter SERRACINO-INGLOTT – Malte (Gouvernement)
 30. M. Joachim WUERMELING – Parlement européen
- (Cartons bleus: TIILIKAINEN, MacCORMICK, VANHANEN)*
-